a) A définir, de préférence avant la fin de l'année 1996, des stratégies ou plans d'action systématiques, assortis d'objectifs échancés et de critères de suivi ainsi que de propositions d'affectation ou de réaffectation des ressources requises, s'agissant de mettre en oeuvre le Programme d'action;

b) A renforcer les mécanismes nationaux de promotion de la femme en vue d'une meilleure prise en compte des considérations d'égalité entre les sexes dans la formulation des politiques et plans de développement national;

c) A favoriser les mesures pour lutter contre la paupérisation des femmes et éliminer la pauvreté dans cette catégorie de la population, aspect jugé critique dans la Déclaration et le Plan d'action de Jakarta ainsi que dans la Déclaration et le Programme d'action de Beijing;

d) A susciter un appui actif et une participation communautaire à tous les niveaux et de la part de tous les membres de la société civile concernés, organisations non gouvernementales comprises;

2. *Engage en outre* tous les pays donateurs, les administrations locales et les gouvernements, le secteur privé, les organismes de financement et les institutions financières internationales et régionales, à aider les pays en développement, en particulier les économies les moins avancées, les économies en développement sans littoral et insulaires et les économies en transition défavorisées, à appliquer la Déclaration et le Programme d'action de Beijing et la Déclaration et le Plan d'action de Jakarta;

3. *Prie* le Secrétaire exécutif :

a) D'appuyer, dans la mesure nécessaire, les actions nationales visant à donner effet à la Déclaration et au Programme d'action de Beijing parallèlement à la Déclaration et au Plan d'action de Jakarta;

b) De placer les questions de condition féminine et de situation comparée des hommes et des femmes au centre du programme de travail de la Commission et de promouvoir la collaboration intersectorielle;

c) De continuer à jouer un rôle de coordination, dans le cadre du Comité régional interinstitutions pour l'Asie et le Pacifique et de son sous-comité pour la promotion de la femme dans l'optique d'une collaboration interinstitutions dans la région, et de coopérer avec les organisations sous-régionales et les institutions régionales compétentes en Asie et dans le Pacifique;

d) D'engager les pays en développement de l'Asie et du Pacifique à fournir des ressources et des compétences financières et/ou techniques dans le cadre de la coopération technique entre pays en développement;

e) D'assurer, au niveau régional, l'examen et le suivi de l'application de la Déclaration et du Plan d'action de Jakarta en vue de contribuer à l'examen de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing;

4. *Demande* au Secrétaire exécutif de lui rendre compte, à sa cinquante-troisième session, de l'application de la présente résolution.

*13ème séance
24 avril 1996*

52/4. Promotion de la mise en valeur des ressources humaines parmi les jeunes en Asie et dans le Pacifique⁴

La Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique,

Rappelant la résolution 50/81 de l'Assemblée générale, en date du 14 décembre 1995, par laquelle l'Assemblée a adopté le Programme d'action mondial pour la jeunesse à l'horizon 2000 et au-delà,

Rappelant aussi la résolution 50/7 de la Commission en date du 13 avril 1994, adoptant le Plan d'action de Jakarta pour la mise en valeur des ressources humaines dans la région de la CESAP tel que révisé en 1994,

Consciente que la jeunesse constitue une partie considérable de la population de la région, que ses compétences productives et sa participation constructive à la vie sociale dicteront le rythme et l'orientation des progrès régionaux, et qu'il convient donc de s'occuper en priorité de mettre en valeur les ressources humaines qu'elle représente,

Remerciant les gouvernements japonais et néerlandais, ainsi que la Conférence chrétienne d'Asie, de leur appui financier aux activités de la Commission tendant à mettre en valeur les ressources humaines parmi les jeunes,

Se félicitant de l'offre du Gouvernement chinois d'accueillir une réunion régionale de hauts responsables en 1996 pour examiner comment lancer le Programme d'action mondial pour la jeunesse à l'horizon 2000 et au-delà en Asie et dans le Pacifique,

⁴ Voir par. 186 ci-dessus.

1. *Demande* à ses membres et membres associés de promouvoir la mise en valeur des ressources humaines parmi les jeunes en Asie et dans le Pacifique en intégrant ledit programme à leurs politiques, plans et programmes nationaux en faveur des jeunes;

2. *Prie instamment* les gouvernements et organismes donateurs de fournir des ressources techniques et financières afin d'aider à appliquer le Programme au niveau régional;

3. *Invite* les organisations non gouvernementales et entreprises privées concernées à collaborer avec les gouvernements ainsi qu'avec la Commission pour promouvoir la mise en valeur des ressources humaines parmi les jeunes en Asie et dans le Pacifique;

4. *Prie* le Secrétaire exécutif :

a) De convoquer une réunion régionale de hauts responsables en 1996, dans la limite des ressources disponibles, pour examiner comment promouvoir la mise en valeur des ressources humaines parmi les jeunes en appliquant en Asie et dans le Pacifique le Programme d'action mondial pour la jeunesse;

b) De réaliser, à titre de contribution à cette réunion régionale, une étude complète de la situation des jeunes et des politiques, plans et programmes de mise en valeur des ressources humaines en faveur des jeunes en Asie et dans le Pacifique;

c) De fournir des services consultatifs aux membres et membres associés pour la formulation de leurs politiques, plans et programmes tendant à améliorer les qualifications des jeunes et à favoriser leur participation au développement;

d) D'exécuter une série d'activités de formation au bénéfice des personnels travaillant avec les jeunes en vue d'améliorer les qualifications de ces derniers dans l'optique d'emplois productifs et de les associer davantage au développement communautaire;

e) D'aider les membres et membres associés, là où c'est nécessaire, en commençant par les pays d'Indochine, à élaborer leurs politiques générales en faveur des jeunes et à contribuer à leur mise en oeuvre, eu égard aux ressources disponibles;

f) D'établir un rapport sur l'application de la présente résolution pour examen par la Commission à sa cinquante-quatrième session.

52/5. **Coopération régionale face à la propagation et aux conséquences du virus de l'immunodéficience humaine et du syndrome d'immunodéficience acquise en Asie et dans le Pacifique⁵**

La Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique,

Inquiète de l'épidémie provoquée par le virus de l'immunodéficience humaine et le syndrome d'immunodéficience acquise (VIH/sida) en Asie et dans le Pacifique,

Reconnaissant les effets profondément dommageables de cette épidémie pour le développement économique et social de la région,

Rappelant les résolutions 1994/24 et 1995/2 du Conseil économique et social, en date respectivement du 26 juillet 1994 et du 3 juillet 1995, relatives au Programme commun des Nations Unies sur le VIH et le sida,

Rappelant également les résolutions de la Commission 49/9 en date du 29 avril 1993 (Eradication des maladies évitables dans la région Asie-Pacifique, en tant qu'élément du développement social et économique) et 51/10 en date du 1er mai 1995 (Coopération régionale visant à éliminer la demande des drogues qui font l'objet d'un abus et problèmes connexes),

Rappelant en outre qu'il est précisé dans l'Agenda pour le développement social dans la région de la CESAP, fait sien par la Commission dans sa résolution 51/4 en date du 1er mai 1995, que la prévention du VIH/sida constitue une question sociale importante dans la région, et *notant* que ses causes et conséquences doivent être considérées dans un contexte économique et social large,

Convaincue qu'il faut traiter l'épidémie de VIH/sida en Asie-Pacifique au niveau régional — la mise en place d'une stratégie de prévention régionale complète et coordonnée étant nécessaire pour empêcher le virus de déborder rapidement les frontières nationales,

Consciente que des stratégies efficaces de prévention du VIH/sida exigent une information aréolaire à jour, et qu'il faut des stratégies concrètes de prévention du VIH/sida — notamment des mécanismes de coordination, de suivi et d'évaluation entre pays limitrophes,

13ème séance
24 avril 1996

⁵ Voir par. 183 ci-dessus.